



caisse
cantonale neuchâteloise
de compensation

caisse cantonale
neuchâteloise de compensation
pour allocations familiales

rapport de gestion 2009

+ -



Introduction	Situation sur le plan fédéral	2
	Situation sur le plan cantonal	2
	Situation de la Caisse sur le plan interne	2-3
	Rapport d'activité 2009 de la commission de gestion	4-5
Présentation et organisation de la caisse	Statut	6
	Tâches	6
	Informations	6
	Personnel	7
	Organigramme au 31 décembre 2009	7
Informatique	Collaboration avec notre partenaire informatique Soreco Publica AG	8
	Collaboration avec notre partenaire informatique insite AG	8
	Futur informatique de la CCNC	8
2009 en chiffres-clé		9
Activités des services	Fichier central des affiliés	10
	Cotisations	10-11
	Contrôles d'employeurs	11
	Certificats d'assurance AVS et comptes individuels	12-13
	Contentieux	13
	Prestations AVS et AI	14
	Prestations complémentaires	15
	Contrôles en matière de prestations complémentaires	15-16
	Allocations pour perte de gain	17
	Allocation de maternité fédérale	17
	Allocations familiales dans l'agriculture/viticulture (loi fédérale)	18
Résultats comptables		19-23



Statut, tâches, immeubles et FFPP		24
Activités des services	Fichier central des affiliés (allocations familiales)	25
	Cotisations	25
	Contrôles d'employeurs	25
	Allocations familiales	25-26
Résultats comptables		27-28



Mesdames, Messieurs,

Comme chaque année, nous vous présentons les activités de notre institution.

Situation sur le plan fédéral

Les travaux relatifs à l'introduction du nouveau numéro de sécurité sociale (NNSS) sont terminés. Dès lors, chaque assuré(e) actif(ve) de notre caisse possède sa nouvelle carte. Au 1^{er} janvier 2009, les prestations AVS/AI ont été améliorées de 3,2% et la cotisation annuelle minimale AVS/AI/APG a été adaptée à Fr. 460.-. Les allocations pour perte de gain et de maternité ont, quant à elles, été augmentées de 14,4% en moyenne. 2009 est également l'année de l'entrée en vigueur de la loi fédérale sur les allocations familiales (LAFam) qui fixe des principes de base uniformes pour tous les régimes cantonaux.

Situation sur le plan cantonal

La nouvelle législature 2009-2012 marque l'entrée en fonction de notre nouveau chef de département, Monsieur le conseiller d'Etat Frédéric Hainard. Ce dernier est venu visiter notre institution au courant du printemps et a eu l'occasion de se familiariser avec nos activités.

Pour se conformer aux nouvelles dispositions fédérales, le canton de Neuchâtel a introduit au 1^{er} janvier 2009 la nouvelle loi d'introduction de la loi fédérale sur les allocations familiales. Les montants des allocations familiales appliqués par le canton sont décrits au chapitre y relatif du présent rapport. Les personnes sans activité lucrative sont désormais intégrées dans le dispositif. Le régime cantonal en faveur des travailleurs agricoles est aboli et remplacé par une amélioration des dispositions fédérales en la matière, prévues par la loi fédérale du 20 juin 1952 sur les allocations familiales dans l'agriculture.

Notre institution a élaboré deux rapports au Grand Conseil pour assurer, par le biais de demandes de crédit supplémentaires, le financement des charges en matière de prestations complémentaires AVS/AI. La croissance des dépenses est liée à des rattrapages de retards enregistrés par certaines agences communales AVS, par l'explosion des frais médicaux et, enfin, par la forte croissance du nombre de bénéficiaires placés en institution. Les prestations complémentaires AVS/AI sont fondées par la Constitution fédérale et visent à satisfaire les besoins vitaux. Ces charges sont fonction de nombreux facteurs, tels que le vieillissement de la population et de sa paupérisation, elles sont donc quasi incompressibles et ne peuvent pas faire l'objet d'économies.

La CCNC est impliquée par le projet des guichets sociaux régionaux (GSR), prévu par la loi sur l'harmonisation et la coordination des prestations sociales du 23 février 2005 (ACCORD). Plusieurs communes ont travaillé à la régionalisation des agences AVS durant l'année 2009 pour la finaliser et la rendre opérationnelle au 1^{er} janvier 2010. Les conventions liant les communes prévoient toutes la possibilité d'entretien sur le lieu de domicile pour les personnes à mobilité réduite. La CCNC est intervenue dans quelques régions pour convaincre certaines communes dubitatives.

Notre institution a également rédigé un rapport au Grand Conseil en réponse à la recommandation du groupe socialiste "Pour des montants d'allocations familiales plus élevés".

Dans le courant de l'année 2009, la Caisse cantonale neuchâteloise pour allocations familiales s'est dotée d'un nouveau règlement conforme aux nouvelles bases légales fédérales. Le Conseil d'Etat a également ratifié l'arrêté fixant le taux de cotisation pour les exercices 2009 et 2010, respectivement à 2,2% et 2,1%.

**LES PRESTATIONS
COMPLEMENTAIRES
REPENDENT AUX BESOINS
D'UNE POPULATION
VIEILLISSANTE,
NECESSITANT DES SOINS
MEDICAUX ET TOUCHEE
PAR LA PAUPERISATION**



Situation de la caisse sur le plan interne

L'exercice 2009 a été un véritable défi pour la CCNC, qui a endossé avec succès son nouveau statut autonome en matière de gestion de ses ressources humaines. Elle a internalisé la gestion des salaires, des contrats de travail, des heures par le biais du système de timbrage Interflex, des absences, des vacances, des jubilaires, des allocations familiales, des allocations complémentaires et des relations avec la caisse de pensions. Cette démarche a permis l'économie des frais de gestion des dossiers que nous facturait le service du personnel de l'Etat. Le nouveau statut prévoit la création d'une commission du personnel, dont les membres représentant les collaboratrices et les collaborateurs ont été élus. La commission s'est réunie à quatorze reprises pour rédiger les directives internes de la politique du personnel, soit les conditions de travail spécifiques à la CCNC, tout en respectant les fondements de la loi sur la fonction publique.

Plusieurs thèmes ont été abordés, dont par exemple les horaires d'ouverture, le règlement des frais ou encore la flexibilisation du temps de travail. Cette commission du personnel dispose d'un rôle important en matière de communication entre la direction et les collaboratrices et les collaborateurs.

En ce qui concerne la commission de gestion, chargée de veiller au bon fonctionnement de l'institution, elle s'est réunie à deux reprises durant l'exercice 2009. Le détail de ses activités est décrit dans son rapport qui se trouve à la page suivante. Cette commission se réunit pour traiter d'une part, les affaires de la CCNC et d'autre part, les activités de la Caisse cantonale neuchâteloise pour allocations familiales.

L'autonomie a également permis à notre institution de conclure des nouveaux contrats d'assurances, par exemple, en matière de couverture de perte de gain en cas de maladie et d'accident.

La CCNC a entamé une réflexion sur un règlement fixant les droits de représentation et sur un autre document relatif aux placements de fortune du fonds d'allocations familiales.

Afin d'améliorer le service à notre clientèle, la CCNC a investi dans un nouveau système de téléphonie plus performant qui vise à diminuer, voire à supprimer, les appels restés sans réponse. Ce dispositif simplifie le travail des réceptionnistes mais exige une meilleure polyvalence des collaboratrices et des collaborateurs, ainsi qu'une discipline assez rigoureuse dans la gestion des appels.

Nous vous souhaitons bonne lecture du présent rapport.

Le directeur

P.-Y. Schreyer

**LA CCNC DEVIENT
AUTONOME DES LE 1ER
JANVIER 2009.**



Rapport d'activité 2009 de la commission de gestion



DÉPARTEMENT DE L'ÉCONOMIE
LE CONSEILLER D'ÉTAT
CHEF DU DÉPARTEMENT

**Commission de gestion de la Caisse cantonale neuchâteloise de compensation (CCNC)
Commission consultative de la Caisse cantonale de compensation pour allocations
familiales**

Rapport d'activité 2009**Introduction**

En été 2008, le Conseil d'Etat a adopté les modifications du règlement de la Caisse cantonale de compensation (CCNC) dont l'entrée en vigueur a été fixée au 1^{er} janvier 2009. Ces nouvelles dispositions prévoient, dans le cadre du processus d'autonomisation de la CCNC, la création d'une commission de gestion, chargée de veiller au bon fonctionnement de l'institution. L'article 9 du règlement définissant son organisation et ses attributions exige l'établissement d'un rapport d'activité, faisant partie intégrante du rapport annuel que dresse la CCNC en application de l'article 72, alinéa 4, de la loi fédérale sur l'assurance-vieillesse et survivants. Le présent document répond ainsi aux exigences réglementaires.

Législature 2005-2009

Le 16 février 2009, les membres de la commission de gestion de la CCNC ont été nommés par le Conseil d'Etat pour clôturer la période administrative 2005 – 2009.

La présidence a été confiée à Monsieur le conseiller d'Etat, Bernard Soguel, en charge du département de l'économie à cette date.

Les autres membres sont les suivants :

Madame Josette Frésard, directrice de Viteos, La Chaux-de-Fonds ;
Madame Viviane Houlmann, directrice-adjointe des écoles enfantines et primaires de la ville de La Chaux-de-Fonds ;
Madame Monika Maire-Hefti, présidente du Centre neuchâtelois de psychiatrie, Les Ponts-de-Martel ;
Monsieur Barbezat René, chef du service financier de la ville de La Chaux-de-Fonds ;
Monsieur Thierry González, chef du service des ressources humaines de l'Etat de Neuchâtel ;
Monsieur Daniel Henry, conseiller communal à Boudevilliers ;
Monsieur Paul Jambé, enseignant au Locle ;
Monsieur Yann Klauser, directeur du Centre sportif du Val-de-Travers ;
Monsieur Daniel Quadri, administrateur communal à Auvernier ;
Monsieur Jean-Paul Ruedin, viticulteur-encaveur à Cressier ;
Monsieur Pierre-Alain Rumley, conseiller communal, Val-de-Travers.



Rapport d'activité 2009 de la commission de gestion (suite et fin)

- 2 -

La commission s'est réunie en première séance le lundi 25 mai 2009 à la Station viticole et encavage de l'Etat d'Auvernier. Les travaux ont été consacrés principalement à la présentation des activités de la CCNC, de ses collaborateurs responsables et enfin, d'un rappel du processus d'autonomisation.

Nouvelle législature

L'entrée dans la nouvelle législature 2009-2013 a requis un nouvel acte de nomination du Conseil d'Etat, ratifié le 28 septembre 2009. Les commissaires susnommés ont été reconduits dans leur mandat. Monsieur le conseiller d'Etat, Frédéric Hainard en charge du département de l'économie, occupe désormais la présidence.

Un arrêté unique désigne les membres de la commission de gestion de la CCNC et de la commission consultative de la Caisse cantonale de compensation pour allocations familiales. La composition identique des deux commissions permet ainsi de réunir leurs membres pour traiter les affaires des deux institutions, dont les tâches sont fortement liées et interdépendantes.

La première réunion organisée depuis la nouvelle législature, s'est déroulée le 7 décembre 2009 à Auvernier, présidée par Monsieur le conseiller d'Etat, F. Hainard. Les membres ont pris connaissance des événements marquants, des préoccupations et des défis de la CCNC. Le directeur de la CCNC a présenté les perspectives immédiates et futures dans le domaine de l'équipement informatique et les investissements consécutifs. Il a également fait part de ses soucis face à l'explosion des dépenses dans le secteur des prestations complémentaires.

Les budgets 2010 de la CCNC et de la Caisse d'allocations familiales ont été examinés, rubrique après rubrique et n'ont appelé aucun commentaire. L'organe de révision de la CCNC, la fiduciaire PricewaterhouseCoopers SA de Neuchâtel, n'a pas encore rendu ses rapports de révision à la date du 31 décembre 2009. Les commissaires en prendront ainsi connaissance lors de leur prochaine réunion en 2010 au cours de laquelle ils prendront également part à l'examen des comptes.

Les nouveaux actes législatifs qui règlent les activités de la caisse de compensation pour allocations familiales, tels que le règlement de la caisse de compensation pour allocations familiales ainsi que l'arrêté fixant le taux de cotisation pour 2009 et 2010, adoptés le 28 septembre 2009 ont été évoqués et n'ont pas fait l'objet de remarque particulière. Les commissaires ont également pris acte que le régime neuchâtelois des allocations familiales ne connaîtra aucun changement en 2010. Dans le même sens, une information a été donnée pour ce qui touche le mode de perception des contributions au Fonds de Formation et de Perfectionnement Professionnels (FFPP), notamment la modification législative qui devrait intervenir en 2010 avec une entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2011 voire avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 2010. Pour des motifs administratifs, organisationnels et techniques, cette dernière date n'est pas souhaitée par la CCNC.

En conclusion, les commissaires ont pris connaissance avec satisfaction des activités déployées par la CCNC depuis le 1^{er} janvier 2009. Ils constatent que la procédure liée à la mise en place de l'autonomie de l'institution s'est déroulée sans heurt et, d'après ce qui ressort des explications fournies par la direction de l'établissement, à la satisfaction générale. Les commissaires remercient l'ensemble des collaborateurs de la CCNC de leur travail.

Neuchâtel, le 31 décembre 2009

Frédéric Hainard
Conseiller d'Etat
Président des commissions précitées



Statut

La Caisse cantonale neuchâteloise de compensation (CCNC) est une institution autonome de droit public dotée de la personnalité juridique. Fondée le 1^{er} janvier 1948 par le Canton, son administration est séparée de celle de l'Etat. La Caisse est soumise aux instructions ainsi qu'à la surveillance de l'Office fédéral des assurances sociales (OFAS).

L'organe de révision de la CCNC est la fiduciaire PricewaterhouseCoopers SA, Place Pury 13, case postale 2836, 2001 Neuchâtel. Il procède à deux révisions annuelles, soit une pour le contrôle des comptes de l'année précédente et une autre concernant l'application des dispositions légales.

Tâches

Conformément à la législation fédérale, la Caisse est chargée d'appliquer les dispositions prévues dans le domaine des assurances sociales, soit l'assurance-vieillesse et survivants (AVS), l'assurance-invalidité (AI), les allocations pour perte de gain et de maternité (APG), la perception des cotisations d'assurance-chômage (AC) et les allocations familiales dans l'agriculture (AFA). Elle est également l'organe de contrôle en matière d'affiliation des entreprises à la prévoyance professionnelle (LPP) et à l'assurance-accidents (LAA). D'autres tâches lui sont confiées par le Canton, telles que les prestations complémentaires (PC).

Les allocations familiales et la perception des contributions pour le Fonds pour la formation et le perfectionnement professionnels (FFPP) sont des domaines attribués à la Caisse cantonale neuchâteloise de compensation pour allocations familiales, dont l'administration est assurée par la CCNC.

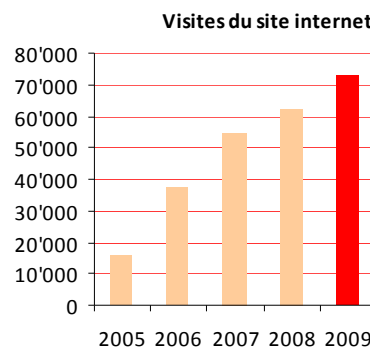
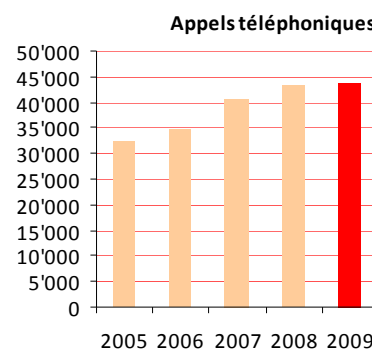
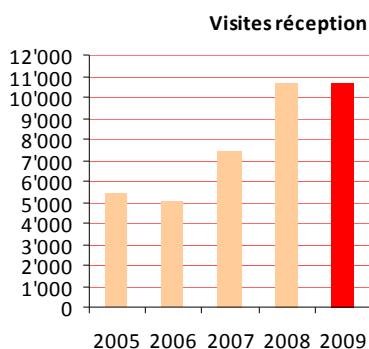
Informations

L'information au grand public s'est diffusée par voie de presse, par des cours de préparation à la retraite et par notre site internet.

Le nombre d'appels téléphoniques recense les seuls appels parvenus directement à la réception. Ainsi, ce nombre devrait être augmenté d'environ 20% de manière à tenir compte également des appels qui parviennent directement à leurs destinataires (lignes directes).

AVEC L'INTRODUCTION DE LA NOUVELLE LOI FEDERALE SUR LES ALLOCATIONS FAMILIALES AU 1^{ER} JANVIER 2009, LA CCNC VERSE DESORMAIS EGALEMENT DES ALLOCATIONS FAMILIALES AUX PERSONNES SANS ACTIVITE LUCRATIVE.

DANS LE DOMAINE DE LA TELEPHONIE, UN CALL-CENTER A ETE INSTALLE AFIN DE POUVOIR MIEUX REPONDRE A NOTRE CLIENTELE.



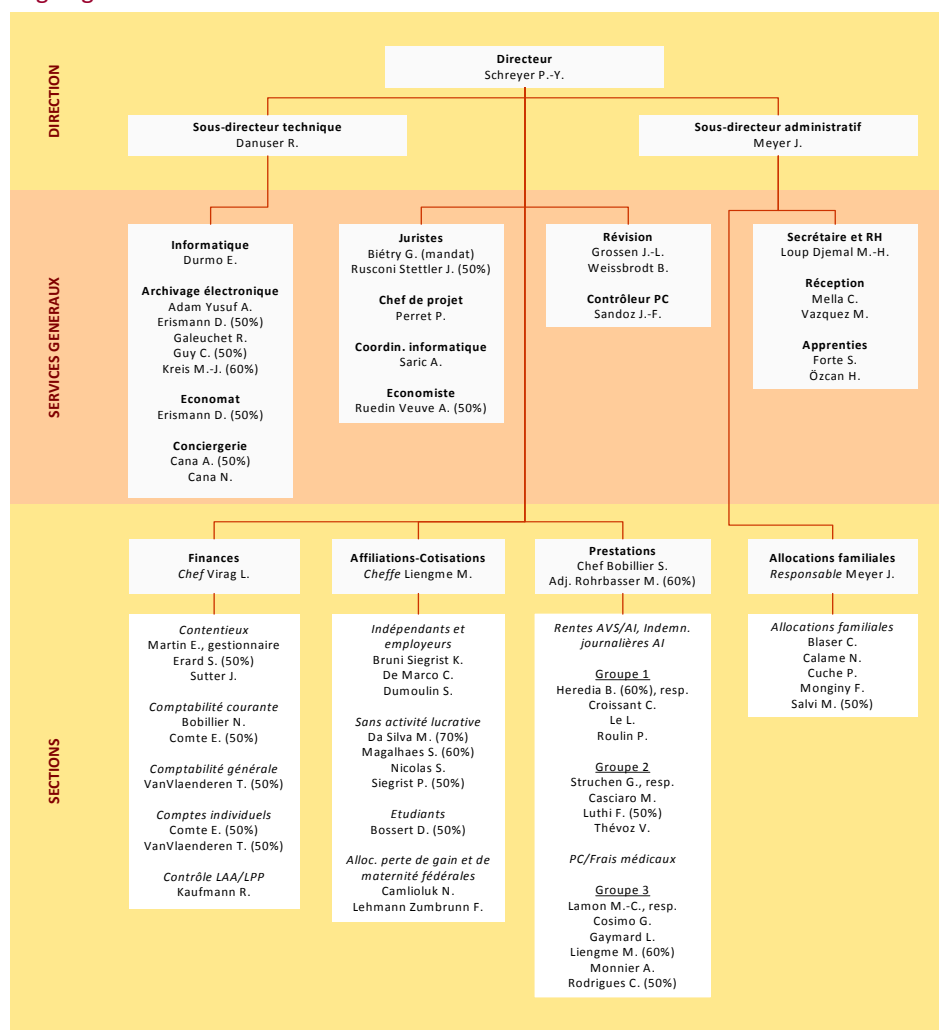


Personnel

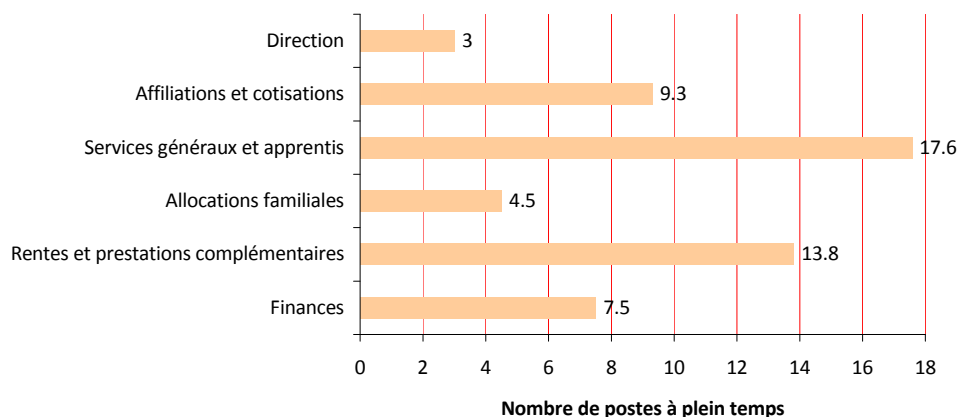
Comme chaque année, nous avons enregistré quelques mutations de personnel (décès, départs naturels, retraites, etc). Au 31 décembre 2009, la CCNC comptait 2 apprenties.

Organigramme au 31 décembre 2009

UNE COMMISSION DU PERSONNEL A ETE CREEE SUITE A L'OBTENTION DE NOTRE AUTONOMIE.



Le diagramme suivant illustre l'organisation générale de la Caisse au 31 décembre 2009, soit le nombre de postes de travail complets, qui se monte à 55.7, réparti selon les secteurs d'activités. A noter que nous collaborons avec les différentes instances cantonales dans le cadre de la réintégration professionnelle et que ces postes, ainsi que quelques postes de stagiaires, ne ressortent pas dans le diagramme ci-après.





Collaboration avec notre partenaire informatique Soreco Publica AG (ex HR Mathieu Software AG)

Suite aux nouveautés valables dès le 1^{er} janvier 2009, les adaptations informatiques suivantes ont été réalisées à notre entière satisfaction :

- augmentation des rentes AVS/AI et des allocations pour impotent de 3,2% en moyenne
- augmentation du montant de la cotisation annuelle minimale AVS/AI/APG appliquée aux personnes sans activité lucrative (Fr. 460.-)
- augmentation des allocations pour perte de gain et de maternité de 14,4% en moyenne
- augmentation des allocations familiales suite à l'entrée en vigueur de la nouvelle Loi fédérale sur les allocations familiales (LAFam)

Collaboration avec notre partenaire informatique insite AG

Les travaux concernant l'envoi des nouveaux certificats d'assurance AVS aux salarié(e)s se sont terminés durant le mois de juillet 2009. Dès lors, l'ensemble de nos assuré(e)s actifs(ves) a reçu cette nouvelle carte.

Futur informatique de la CCNC

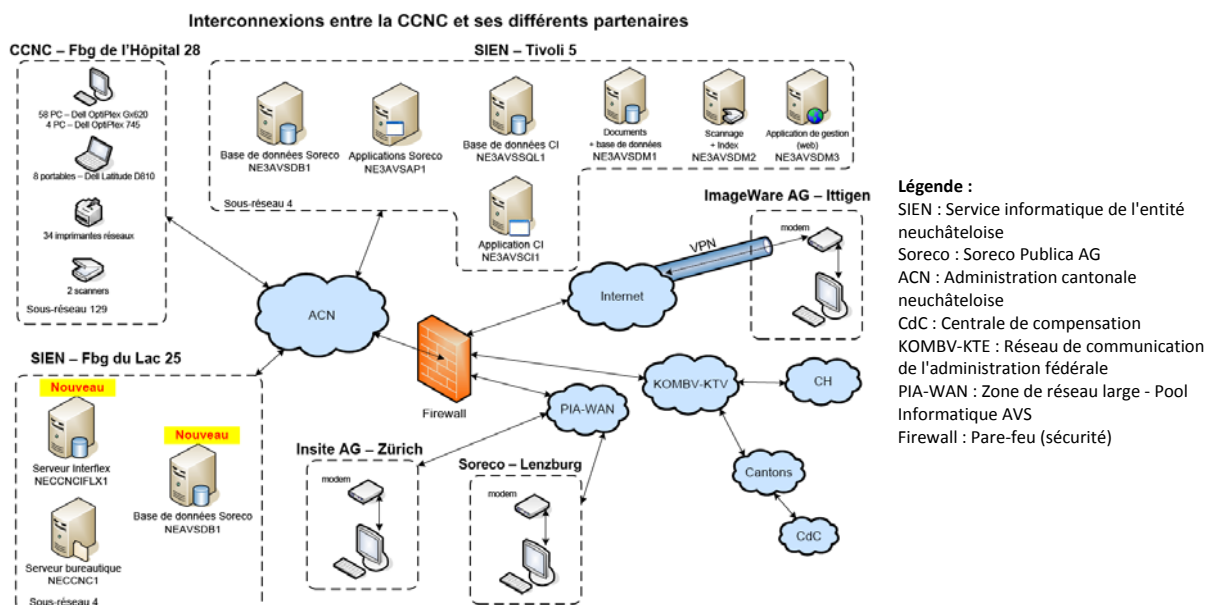
NIL (Neue Informatik Lösung) - domaines cotisations, comptes individuels et allocations familiales :

La mise en production des nouvelles applications NIL pour les cotisations personnelles et paritaires, le registre central et le registre des affiliés, la comptabilité courante, les contrôles d'employeurs, les comptes individuels, les APG, l'AMat et les allocations familiales (paquet NIL) est prévue pour septembre 2010. Suite à plusieurs analyses, des offres concernant les migrations et les adaptations individuelles nécessaires ont été signées avec nos différents partenaires informatiques (Futura Management AG, Service informatique de l'entité neuchâteloise (SIEN) et ImageWare AG). Les travaux de migrations débuteront en janvier 2010.

NIL/NIL+ - domaines des prestations et de la comptabilité générale :

L'année 2009 a été marquée par l'établissement du concept informatique NIL/NIL+ pour les futures applications de prestations et de comptabilité générale. Ce concept informatique de 521 pages comprend notamment 28 processus de travail qui doivent maintenant être décrits en détail. Cette phase de réalisation a débuté en novembre 2009 et consistera à décrire 101 cas d'utilisation (use-case) d'ici à début 2011. Plusieurs collaboratrices et collaborateurs de notre institution participent activement à ces développements. Dans un même temps, notre institution a signé un contrat de partenariat avec la Caisse de compensation du canton de Berne. En effet, nous sommes désormais client de cette caisse pour nos futures applications informatiques métiers.

LA CCNC VA RELEVER, CES PROCHAINES ANNEES, UN ENORME DEFI EN REMPLACANT L'ENSEMBLE DE SES APPLICATIONS INFORMATIQUES.





Cotisations AVS/AI/APG/AC/ALFA/AFA (en mio de francs)	2008	2009	+/- (%)
Cotisations paritaires AVS/AI/APG	204.344	204.159	-0.09
Cotisations personnelles AVS/AI/APG	35.865	35.889	0.07
Cotisations à l'assurance-chômage	37.460	38.743	3.42
Cotisations ALFA	45.424	47.400	4.35
Cotisations AFA (agriculture fédérale)	0.241	0.223	-7.47
	323.333	326.414	0.95
Prestations AVS (en mio de francs)			
Rentes ordinaires AVS	343.308	363.894	6.00
Rentes extraordinaires AVS	0.395	0.433	9.62
Allocations pour impotents AVS	6.780	7.272	7.26
	350.483	371.599	6.02
Prestations AI (en mio de francs)			
Rentes ordinaires AI	76.734	79.968	4.21
Rentes extraordinaires AI	15.629	16.353	4.63
Allocations pour impotents AI	5.151	6.145	19.30
Indemnités journalières AI	8.380	6.913	-17.51
	105.894	109.379	3.29
Prestations complémentaires (en mio de francs)			
Prestations complémentaires AVS	74.761	78.870	5.50
Frais médicaux AVS	6.477	7.510	15.95
Prestations complémentaires AI	38.682	40.841	5.58
Frais médicaux AI	3.187	3.653	14.62
	123.107	130.874	6.31
Allocations pour perte de gain et de maternité fédérale (en mio de francs)			
Allocations pour perte de gain (APG)	6.199	6.370	2.76
Allocation de maternité fédérale (AMAT)	6.400	7.010	9.53
	12.599	13.380	6.20
Allocations familiales et de naissance (en mio de francs)			
Prestations ALFA aux salariés	39.572	44.715	13.00
Prestations ALFA aux non-actifs	0.00	0.352	-
Prestations AFA (agriculture fédérale)	2.714	2.919	7.55
	42.286	47.986	13.48
Nombre d'affiliés			
Nombre d'affiliés CCNC	25'471	26'855	5.43
Contributions			
Contributions aux frais d'administration (en mio de francs)	4.727	4.721	-0.13
Bilan comptable de la CCNC (en mio de francs)			
Réserves générales	3.632	3.782	4.13
Bénéfice	0.150	0.222	48.00
Bilan comptable de la Caisse ALFA (en mio de francs)			
Fonds de réserves	19.426	22.044	13.48
Bénéfice	2.618	1.859	-29.00



Fichier central des affiliés

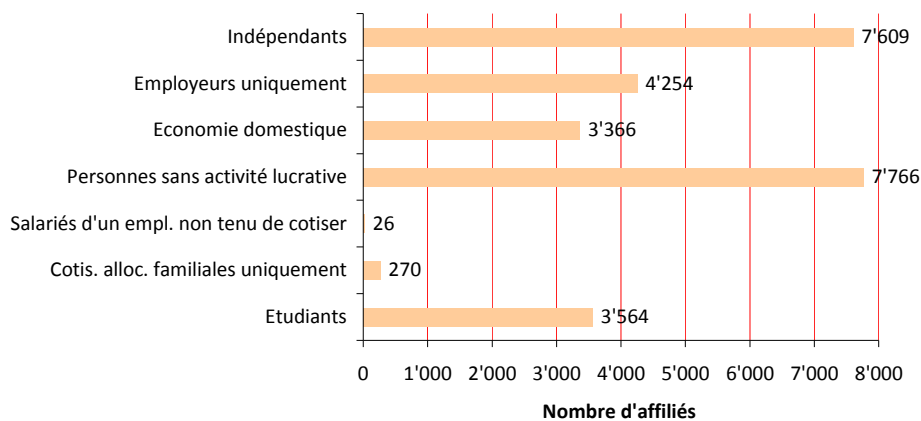
Affiliés à la CCNC	Etat 01.01.09	+	-	Etat 31.12.09
Indépendants sans salarié	5'063	473	254	5'282
Indépendants avec salariés	2'355	72	100	2'327
Employeurs uniquement	4'053	351	168	4'236
Procédures de décomptes simplifiées	13	6	1	18
Economie domestique	2'964	450	48	3'366
Personnes sans activité lucrative	6'859	936	1'155	6'640
Personnes sans activité lucrative - remises	1'035	121	30	1'126
Salariés d'un employeur non soumis à cotisations	26	6	6	26
Cotis. allocations familiales uniquement	254	26	10	270
Etudiants actifs*	3'044	520	-	3'564
	25'666	2'961	1'772	26'855

Les différences entre les états au 31.12.2008 (mentionnés sur le rapport de l'exercice précédent) et l'état au 01.01.2009 correspondent aux affiliations ou aux radiations rétroactives.

* Le nombre de diminutions durant l'année pour les étudiants ne peut être déterminé. Le registre se base sur les listes remises par les universités.

**NOS AFFILIES SONT AU
CENTRE DE NOS PREOC-
CUPATIONS.**

Répartition des affiliés au 31 décembre 2009



**LA CCNC TIENT LE REGISTRE
CANTONAL DES AFFILIES.**

Affiliés aux caisses professionnelles et interprof.	Etat 01.01.09	+	-	Etat 31.12.09
	7'534	413	287	7'660

Les différences entre les états au 31.12.2008 (mentionnés sur le rapport de l'exercice précédent) et l'état au 01.01.2009 correspondent aux affiliations ou aux radiations rétroactives.

Cotisations

58 formules E101 (certificats de détachement) ont été attestées durant l'année 2009.

Le service des non actifs a traité 1'229 cas de remises du paiement des cotisations pour les personnes émergeant aux services sociaux.

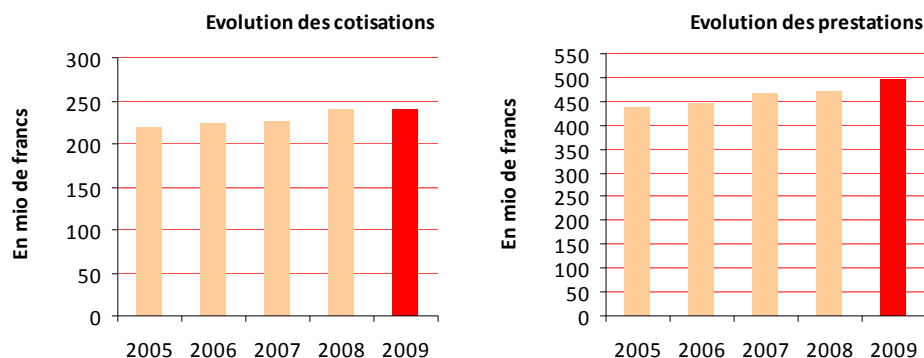
	Années fiscales						
	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Indépendants	223	424	841	7'130	1'800	2'079	32
Salariés d'un empl. non tenu de cotis.	1	1	2	13	14	14	0
Non-actifs	280	497	1'734	6'306	3'121	2'858	42
Etudiants	3	2	9	80	6'537	6	0
	507	924	2'586	13'529	11'472	4'957	74



Pour l'année 2009, en ce qui concerne les indépendants, 7 oppositions ont été émises contre des décisions de cotisations, 1 contre la non reconnaissance du statut d'indépendant et ont été traitées par notre service. Aucun recours n'a été interjeté contre des décisions sur opposition. 6 oppositions sur intérêts moratoires sur cotisations personnelles pour indépendants ont été examinées.

Pour les non actifs, il a fallu répondre en 2009 à 12 oppositions à des décisions de cotisations et 1 recours sur opposition.

Les décisions établies en 2009 pour les étudiants ont provoqué 2 oppositions et 1 recours.



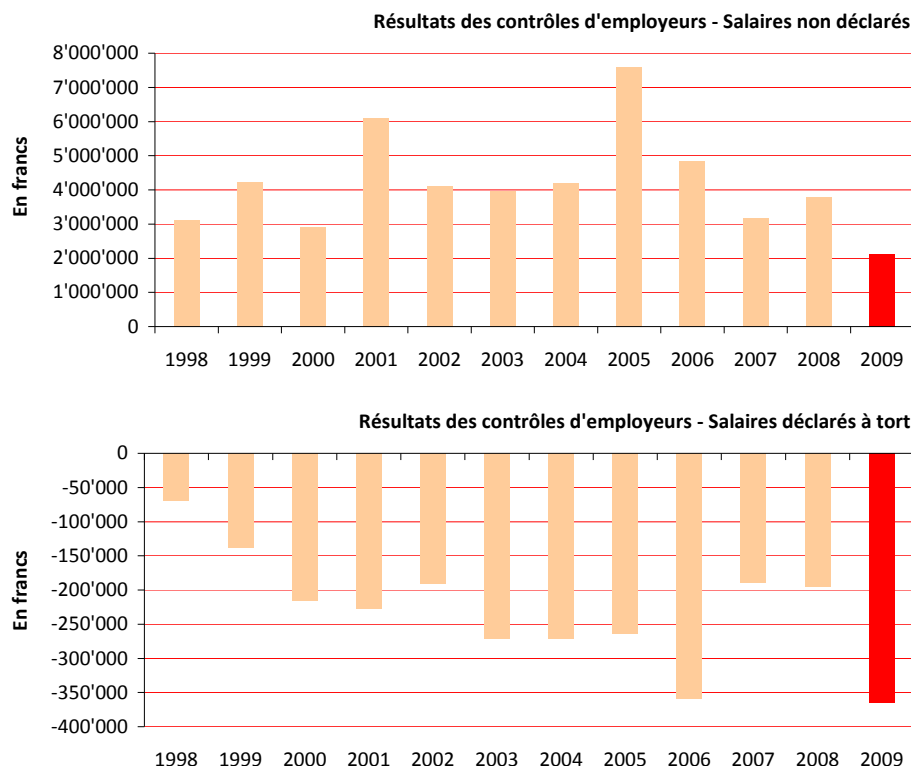
Contrôles d'employeurs

Durant l'exercice 2009, le secteur de révision de notre institution a procédé à 206 contrôles dans le domaine de l'AVS/AI/APG/AC au siège des affiliés.

Des rectificatifs ont dû être établis dans 54 cas (soit le 26.21%) pour les montants suivants :

	Salaires Fr.	AVS/AI/APG Fr.	Frais d'adm. Fr.	AC Fr.	Intérêts Fr.
Non déclarés	2'115'223.00	213'636.80	3'851.20	15'295.55	16'324.60
Déclarés à tort	364'458.00	36'729.55	661.25	3'326.20	5'165.95

LA CCNC EFFECTUE ELLE-MEME SES CONTROLES D'EMPLOYEURS. NOS REVISEURS PEUVENT AINSI AIDER ET CONSEILLER NOS AFFILIES DANS LES TÂCHES QUI LES LIENT A NOTRE INSTITUTION.





Certificats d'assurance AVS et comptes individuels

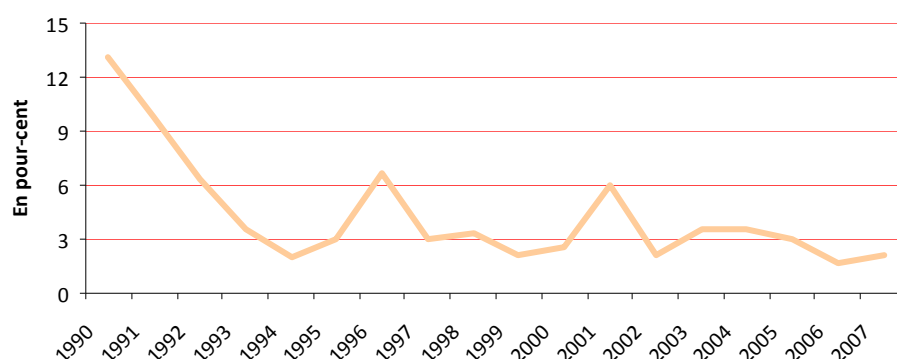
Etablissements d'un certificat d'assurance sans ouverture d'un compte individuel	2008	2009
Lors du début de l'assujettissement à l'obligation de cotiser	54	92
Lors de la demande de prestations pour une personne non soumise à cotisations	604	152
Lors de la modification de l'état personnel	440	210
Lors de l'attribution du numéro d'assuré à une personne non soumise à cotisations et à qui il n'est servi aucune prestation	164	150
Lorsque le certificat a été égaré	695	1'374
Lors de plusieurs certificats pour la même personne, lors d'un certificat dont toutes les cases sont utilisées, lors d'un certificat défectueux, lors d'un certificat portant un numéro d'assuré inférieur à onze chiffres	75	117
	2'032	2'095
Etablissements d'un certificat d'assurance avec ouverture d'un compte individuel		
Lors du début de l'assujettissement à l'obligation de cotiser	1'981	1'347
Lors de la modification de l'état personnel	992	126
Lorsque le certificat a été égaré	238	218
Lors de plusieurs certificats pour la même personne, lors d'un certificat dont toutes les cases sont utilisées, lors d'un certificat défectueux, lors d'un certificat portant un numéro d'assuré inférieur à onze chiffres	58	5
	3'269	1'696
Enregistrements d'un certificat d'assurance avec ouverture d'un compte individuel		
Lorsque le certificat est présenté	2'818	234
Lors de l'ouverture d'un compte individuel en l'absence du certificat AVS	3'557	14'233
Lors de la réouverture d'un compte individuel après un rassemblement	1'045	1'093
Lors de l'ouverture d'un compte individuel pour un rentier	1'632	579
	9'052	16'139
Nouveau Numéro de Sécurité Sociale (NNSS)		
Premier établissement du certificat (en remplacement de la carte grise) sans ouverture de compte individuel	21'362	36'202
Premier établissement du certificat (en remplacement de la carte grise) avec ouverture du compte individuel	22'768	932
Première ouverture de compte individuel avec le NNSS	70'987	5
	115'117	37'139
Rassemblements CC 24 sans ouverture d'un compte individuel		
En cas de rente AVS pour un assuré ayant l'âge de la retraite ou pour un assuré décédé	373	270
En cas de calcul prévisionnel de la rente AVS	456	475
Interne à la Caisse sans mention de l'employeur	426	152
Interne à la Caisse avec mention de l'employeur	5'032	5'583
En cas de splitting (partage des revenus)	509	684
Extraits de comptes à l'intention de l'assuré	1'273	1'369
	8'069	8'533
Rassemblements CC 24 avec ouverture d'un compte individuel		
En cas de rente AVS pour un assuré ayant l'âge de la retraite ou pour un assuré décédé	867	1'027
En cas de rente d'invalidité pour un assuré n'ayant pas l'âge de la retraite	264	317
	1'131	1'344
Comptes individuels		
Inscriptions sur les comptes individuels	91'388	93'320
Etat du fichier des comptes individuels actifs au 31 décembre	299'854	304'861



Le graphe suivant illustre le taux de croissance des revenus inscrits sur les comptes individuels (env. 2,3 milliards de francs pour 2007). Les données depuis l'année 2004 peuvent encore subir des modifications, le délai de prescription de 5 ans n'étant pas encore atteint. Quant à 2008 et 2009, le total des écritures sera disponible ultérieurement.

**LES COMPTES INDIVIDUELS
CONTIENNENT LES
REVENUS ANNUELS BRUTS,
AINSI QUE LES PERIODES
D'OCCUPATION POUR
CHAQUE ASSURE(E).**

Taux de croissance des revenus inscrits sur les comptes individuels

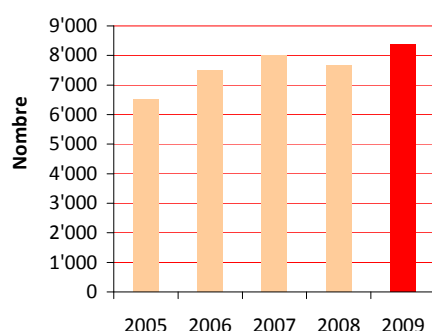


Contentieux

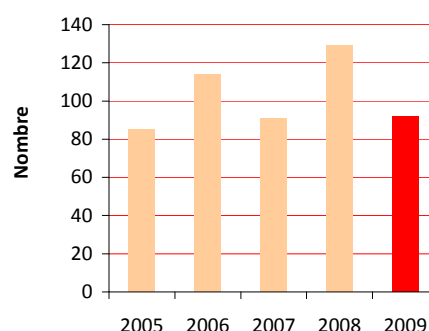
Durant l'exercice 2009, les intérêts moratoires de 5% par an dus par des débiteurs ont produit la somme de Fr. 829'692.34.

Evolution entre 2008 et 2009	2008	2009	+/- (%)
Sommations	10'504	12'077	14.97
Sursis (arrangements)	600	634	5.67
Réquisitions de poursuites	4'871	5'920	21.54
Réquisitions de continuer la poursuite	2'588	2'285	-11.71
Réquisitions de vente	194	156	-19.59
Mainlevées d'opposition	240	263	9.58
Faillites	129	92	-28.68
Créances irrécouvrables	730	238	-67.40
Actes de défaut de biens	1'345	1'181	-12.19
Actions en réparation de dommage (art. 52 LAVS)	24	20	-16.67
Oppositions	31	24	-22.58
Dénonciations pénales selon art. 87, al. 2 et/ou 3 LAVS	33	9	-72.73
Dénonciations pénales selon art. 88, al. 3 LAVS	131	264	101.53
Dénonciations pénales selon art. 169 CPS	64	126	96.87

Evolution des poursuites



Evolution des faillites





Prestations AVS et AI

L'évolution du nombre des bénéficiaires se présente comme suit :

Rentes ordinaires AVS	2008	2009	+/- (%)
Rentes de vieillesse simples	15'813	16'239	2.69
Rentes de survivants	631	635	0.63
Rentes complémentaires pour conjoints	96	74	-22.92
Rentes d'orphelins simples	415	415	0
Rentes d'orphelins doubles	3	3	0
Rentes complémentaires pour enfants	157	162	3.18
Allocations pour impotents	570	588	3.15
	17'685	18'116	2.43

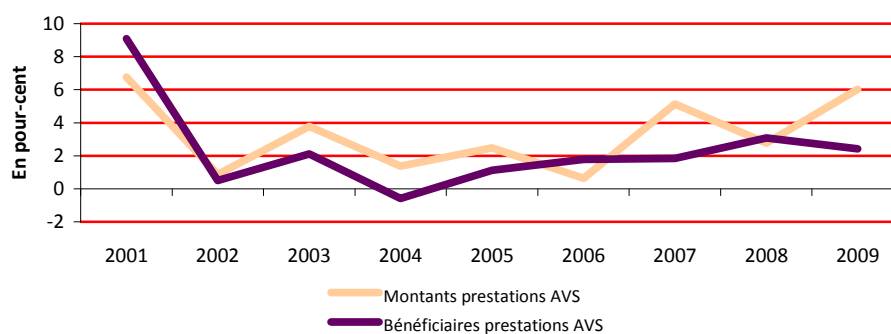
Rentes extraordinaires AVS			
Rentes de vieillesse simples	26	24	-7.70
Rentes d'orphelins simples	1	0	-100.00
Rentes d'orphelins doubles	1	2	100.00
	28	26	-7.15

Rentes ordinaires AI			
Rentes simples d'invalidité	3'362	3'310	-1.55
Rentes complémentaires pour enfants	1'311	1'329	1.37
Rentes complémentaires doubles pour enfants	2	1	-50.00
Allocations pour impotents	478	512	7.11
	5'153	5'152	-0.02

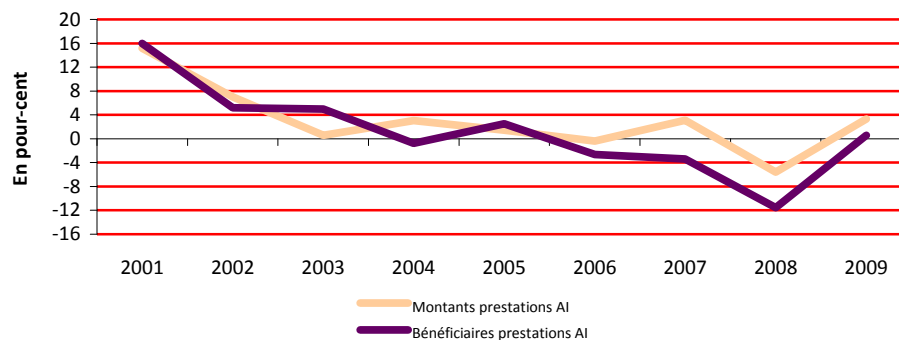
Rentes extraordinaires AI			
Rentes simples d'invalidité	812	841	3.57
Rentes complémentaires pour enfants	111	118	6.30
Rentes complémentaires doubles pour enfants	1	0	-100.00
	924	959	3.78

LE NOMBRE TOTAL DE BÉNÉFICIAIRES DE PRESTATIONS AVS ET AI EN 2009 SE MONTE A 24'253.

Taux de croissance des prestations AVS



Taux de croissance des prestations AI





Prestations complémentaires

L'évolution du nombre des bénéficiaires se présente comme suit :

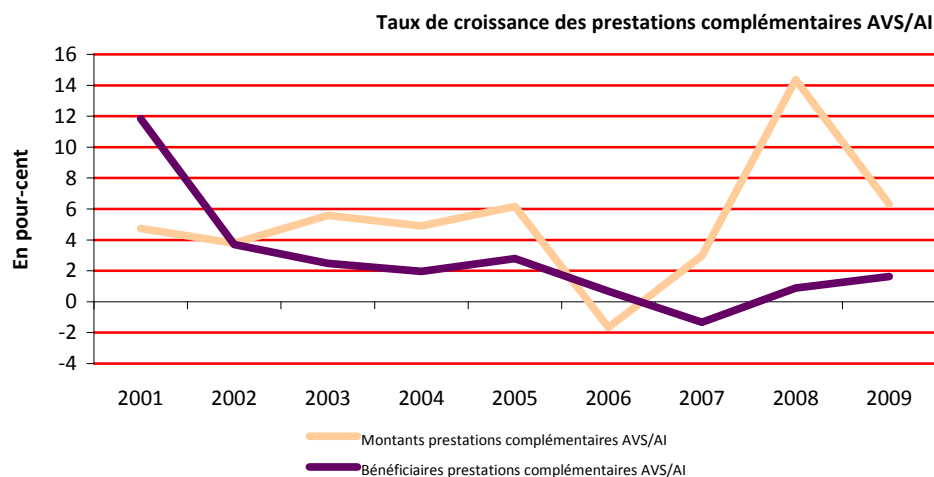
Prestations complémentaires	2008	2009	+/- (%)
Prestations complémentaires sur rentes de vieillesse	4'197	4'310	2.69
Prest. complém. sur rentes de vieillesse extraordinaires	37	35	-5.41
Prestations complémentaires sur rentes de survivants	142	135	-4.93
Prestations complémentaires sur rentes d'invalidité	2'130	2'126	-0.19
Prest. complém. sur rentes d'invalidité extraordinaires	678	689	1.62
Prest. complém. sur indemnités journalières AI	8	14	75.00
	7'192	7'309	1.62

dont bénéficiaires placés durablement dans un home

Prestations complémentaires sur rentes de vieillesse	1'458	1486	1.92
Prest. complém. sur rentes de vieillesse extraordinaires	19	20	5.26
Prestations complémentaires sur rentes de survivants	5	4	-20.00
Prestations complémentaires sur rentes d'invalidité	194	207	6.70
Prest. complém. sur rentes d'invalidité extraordinaires	325	327	0.61
Prest. complém. sur indemnités journalières AI	2	1	-50.00
	2'003	2045	2.09

LES PRESTATIONS COMPLÉMENTAIRES PERMETTENT DE SUBVENIR AUX BESOINS DES RENTIERS LES PLUS DÉMUNIS.

Le nombre des dossiers de bénéficiaires durablement placés dans un home se monte à 27.85% pour l'année 2008 et à 27.98% en 2009.



Contrôles en matière de prestations complémentaires

Contrôles internes :

Les activités de contrôles internes constituent principalement une aide à l'instruction des dossiers.

Toutes les nouvelles demandes de PC sont réceptionnées par le contrôleur PC qui recherche si les montants des rentes AVS/AI versées correspondent aux montants annoncés. Pour les demandeurs de PC/AI, le degré d'invalidité est contrôlé. Une vérification systématique des données fiscales est opérée à chaque nouvelle demande de PC. L'objectif est de dépister les variations anormales de fortune et de revenu en analysant la situation économique du requérant sur les dix années précédant le dépôt de sa demande. De plus, depuis le 1^{er} janvier 2008, l'office des impôts immobiliers et de succession nous communique toutes les avances d'hoiries enregistrées.

Ces démarches sont faites dans l'optique de déterminer s'il y a donation ou dessaisissement et le cas échéant de reprendre lesdits montants dans le calcul PC. Les investigations peuvent être longues car elles nécessitent d'importantes recherches auprès du service des contributions, du registre foncier et de l'office des impôts immobiliers et de succession. Il n'est pas possible de déterminer l'impact financier de ces démarches mais on peut affirmer qu'il n'est pas négligeable.



LES ACTIVITES DE CONTRÔLES DES PRESTATIONS COMPLEMENTAIRES ONT POUR BUT DE GARANTIR UNE CERTAINE JUSTICE QUANT AU DROIT EFFECTIF A CES PRESTATIONS.

Durant l'année 2009, sur requêtes des collaboratrices en charge des dossiers PC, le contrôleur a procédé à l'analyse de 15 situations liées à un problème fiscal ou immobilier et 18 dossiers représentant des situations de successions très complexes. Par ailleurs, un contrôle de gestion administrative est fait lors de modifications des PC suite à des révisions de rentes AVS/AI. Il peut s'agir de compensations internes, suppressions de loyer suite à un placement, restitutions non demandées lors d'un décès. Au cours de l'exercice 2009, 20 dossiers ont nécessité un suivi et un montant de **Fr. 104'328.-** a pu être récupéré ou économisé pour des rentes versées indûment.

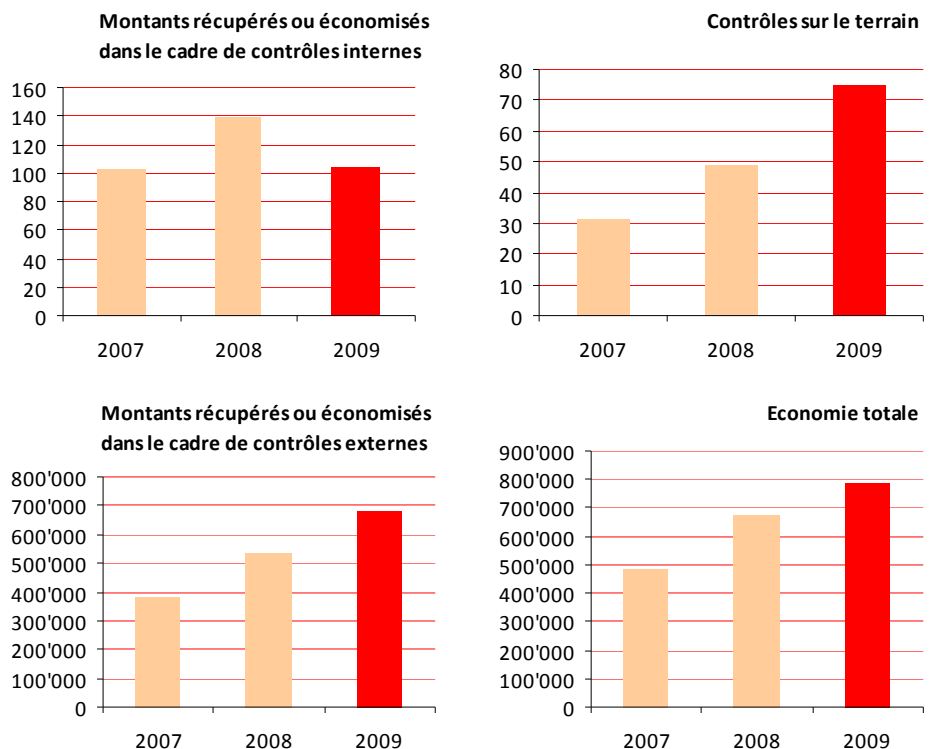
Contrôles externes :

Tous les décès de bénéficiaires de prestations complémentaires sont recensés. Cette démarche permet de comparer les inventaires de succession et les montants de fortune annoncés dans les dossiers, afin de voir s'il y a concordance, et le cas échéant de demander aux héritiers les montants indûment perçus. Seules les successions présentant une fortune supérieure aux déductions légales sont analysées. Ainsi 66 dossiers ont été traités et 2 ont donné un résultat positif, soit le 3.03%. Les montants récupérés auprès des héritiers représentent **Fr. 48'905.-**. A la demande des calculateurs de prestations complémentaires et des agences communales AVS, 75 enquêtes ont été engagées. Il a été notamment contrôlé si les personnes vivaient réellement à l'adresse indiquée et si la composition du ménage était exacte (éventuelle cohabitation non annoncée). Un contrôle de la durée des séjours hors de Suisse est ponctuellement fait puisqu'un bénéficiaire de prestations complémentaires ne devrait pas séjourner, dans l'année, plus de 3 mois à l'étranger. Dans cette catégorie, 10 dossiers se sont révélés positifs et ont engendré une économie réelle de **Fr. 44'428.-**. Finalement, 1'277 dossiers de bénéficiaires ont été contrôlés afin de comparer avec les impôts si toutes les rentes étaient annoncées correctement. Les revenus d'activité lucrative ainsi que les modifications de fortune ont également été contrôlés et cette recherche a permis la demande de restitution ou l'économie sur le reste de l'année de **Fr. 159'129.-**. D'autre part, les dossiers clos entre deux révisions périodiques, représentent en 2009 une économie de **Fr. 432'560.-**.

Statistiques :

L'ensemble des contrôles a généré une reprise de **Fr. 220'033.-** et une économie réelle de **Fr. 569'317.-**. Les contrôles internes représentent Fr. 104'328.- (13,2%) et les contrôles externes Fr. 685'022.- (86,8%).

LES GRAPHES CI-CONTRE ILLUSTRONT LES EXPLICATIONS MENTIONNEES SUR LES PAGES PRECEDENTES.





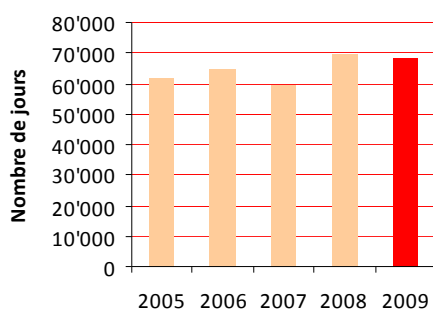
Allocations pour perte de gain

Durant l'année 2009, les décomptes d'allocations pour perte de gain (APG) ont fait l'objet d'aucune opposition. Les données statistiques 2009 se présentent comme suit :

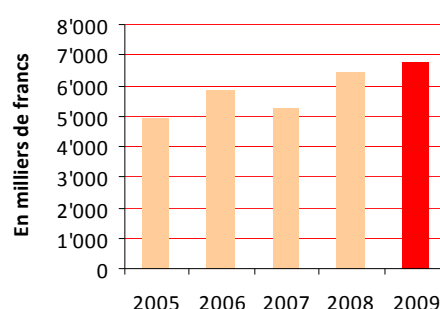
Genres de services	Nbre bénéficiaires	Nbre décomptes	Nbre jours de service	Montant total*
Service normal	675	1'372	19'654	2'384'296.50
Recrue	205	1'240	22'498	1'467'385.65
Service d'avancement	63	435	8'504	1'030'306.40
Recrutement	148	295	620	40'236.25
Sous-officier en service long	16	174	3'715	362'738.70
Protection civile	241	580	1'240	191'416.05
Formation de base protection civile	48	72	683	46'994.50
Jeunesse et sport	287	526	1'416	177'225.50
Service civil	85	331	6'448	772'683.30
Service civil recrue	58	232	3'616	253'404.10
Jeunes tireurs	3	5	110	5'654.85
	1'829	5'262	68'504	6'732'341.80

* y compris participation aux cotisations AVS/AI/APG/AC.

Evolution du nbre de jours de service



Evolution des montants alloués



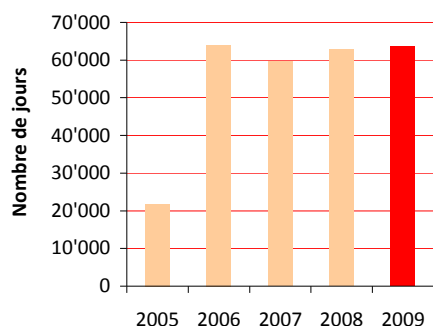
Allocation de maternité fédérale

Les décomptes d'allocations de maternité fédérales (AMAT) ont fait l'objet d'aucune opposition durant l'exercice 2009. Les données statistiques 2009 se présentent comme suit :

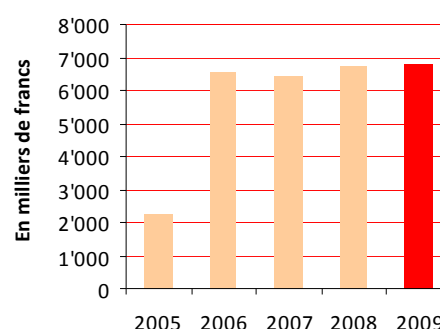
Nbre de bénéficiaires	dont indépendantes	Nbre de décomptes	Nbre de jours alloués	Montant total*
661	33	2'483	63'595	6'760'654.05

* y compris participation aux cotisations AVS/AI/APG/AC.

Evolution du nbre de jours alloués



Evolution des montants alloués





Allocations familiales dans l'agriculture/viticulture (loi fédérale)

Les agriculteurs neuchâtelois sont toujours répertoriés en deux régions distinctes, l'une de plaine, également applicable aux viticulteurs, l'autre de montagne.

En région de plaine, les agriculteurs et viticulteurs ont bénéficié d'une allocation mensuelle de Fr. 200.- par enfant. En ce qui concerne la région de montagne, ils ont touché une allocation mensuelle de Fr. 220.- par enfant. L'octroi des allocations familiales n'est plus soumis à une limite de revenu dès le 1^{er} janvier 2008.

Une allocation de formation professionnelle d'un montant fixé à Fr. 250.- en région de plaine, augmenté à Fr. 270.- en région de montagne, est versée mensuellement pour chaque enfant, dès le 16^{ème} anniversaire et jusqu'à la fin de sa formation, mais pas au-delà de son 25^{ème} anniversaire.

Pour les travailleurs agricoles et viticoles (salariés), une allocation de ménage est également allouée, pour autant que les bénéficiaires répondent aux exigences légales.

Allocations familiales aux travailleurs agricoles et viticoles	Région de plaine	Région de montagne
Nombre de bénéficiaires	74	11
Nombre d'allocations de ménage	70	10
Nombre d'allocations pour enfant	69	17
Nombre d'allocations de formation professionnelle	33	3
Totaux des allocations versées (en francs)	365'141.-	63'689.-

Allocations familiales aux indépendants dans l'agriculture et la viticulture	Région de plaine	Région de montagne
Nombre de bénéficiaires	104	286
Nombre d'enfants	141	483
Nombre d'allocations de formation professionnelle	81	195
Totaux des allocations versées (en francs)	610'988.-	1'865'992.-



Centrale de compensation (ZAS) - Compte de fonds

	2008		2009	
	Débit	Crédit	Débit	Crédit
Cotisations AVS/AI/APG				
Amortissements de cotisations personnelles	1'389'663.60		1'362'444.90	
Amortissements de cotisations paritaires	751'117.85		353'679.20	
Intérêts moratoires irrécouvrables	203'284.70		158'381.10	
Intérêts rémunérateurs sur cotisations	133'515.00		189'458.60	
Cotisations personnelles		35'865'458.80		35'889'965.20
Cotisations paritaires		204'344'059.10		204'159'373.95
Indemnités en réparation du dommage		112'762.30		114'502.65
Recouvrements de cotisations personnelles amorties		23'154.15		19'911.30
Recouvrements de cotisations paritaires amorties		1'750.05		0.00
Intérêts moratoires sur cotisations		763'146.87		836'959.04
AVS				
Rentes ordinaires	343'308'649.00		363'894'296.00	
Rentes extraordinaires	395'164.00		433'428.00	
Allocations pour impotents	6'780'694.00		7'272'237.00	
Frais et dépens		1'000.00		0.00
Taxes d'affranchissement	203.60		261.70	
Amortissements de prestations à restituer	32'371.70		47'460.70	
Remises de prestations à restituer	35'921.75		7'276.00	
Intérêts rémunérateurs sur prestations	0.00		581.00	
Prestations à restituer		445'780.05		507'649.05
AI				
Rentes ordinaires	76'734'884.00		79'968'829.00	
Rentes extraordinaires	15'629'526.00		16'353'790.00	
Allocations pour impotents	5'151'828.00		6'145'958.00	
Indemnités journalières	8'380'422.30		6'913'134.95	
Office AI	8'076'028.46		8'405'011.06	
Frais et dépens	50'271.95		138'458.25	
Amortissements de prestations à restituer	97'010.75		82'637.55	
Remises de prestations à restituer	10'015.00		14'013.00	
Participation aux cotisations	495'661.10		403'058.75	
Intérêts rémunérateurs sur prestations	69'631.00		244'670.00	
Prestations à restituer		495'171.10		370'910.60
Indemnités journalières à restituer		51'958.50		76'978.35
APG				
Allocations pour perte de gain	6'199'541.10		6'370'681.50	
Allocations de maternité	6'400'637.30		7'010'963.40	
Amortissements de prestations à restituer	0.00		2'384.45	
Participation aux cotisations	746'697.30		793'569.35	
Prestations à restituer		47'561.80		31'104.40
AFA				
Allocations familiales aux salariés (agriculture)	387'114.80		442'227.30	
Allocations familiales aux indépendants (agriculture)	2'326'964.40		2'476'980.60	
Amortissements de cotisations AFA aux salariés	275.00		0.00	
Cotisations		241'067.55		223'630.20
Prestations à restituer		7'424.65		4'804.00

suite à la page suivante



AC	2008		2009	
	Débit	Crédit	Débit	Crédit
Amortissements de cotisations	184'549.05		80'723.75	
Indemnités pour frais de gestion	177'878.70		194'843.30	
Cotisations		37'460'260.15		38'743'470.55
Indemnités en réparation du dommage		28'922.25		29'623.80
Recouvrements de cotisations amorties		511.60		0.00
Report en faveur du cpte courant de la Centrale	280'058'642.67		281'563'932.94	
Report à charge du cpte courant de la Centrale		484'318'175.16		510'316'488.26
	764'208'164.08	764'208'164.08	791'325'371.35	791'325'371.35

Centrale de compensation (ZAS) - Bilan comptable (AVS/AI/APG/AFA/AC)

Finances	2008		2009	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Caisse	37'320.65		10'987.90	
Chèques postaux	16'188'576.38		15'602'231.94	
Comptes bancaires	700'726.17		649'683.62	
Régularisation des mouvements d'espèces	1'164'363.50		1'018'995.00	
Compensation				
*Secteur comptable 4		11'167'964.00		13'258'311.83
*Secteur comptable 5		3'065'300.19		1'960'240.79
*Secteur comptable 9		2'654'216.52		1'019'027.19
*Secteur comptable 2	6'144.63		245'586.43	
*Secteur comptable 3		1'209'650.62		1'289'905.08
AVS/AI/APG/AFA/AC				
Affiliés	27'846'591.52		28'049'161.05	
Prestations à restituer	650'672.40		529'535.30	
Créances en réparation du dommage	1'385'939.35		1'116'036.00	
Paiements provisoires de rentes	38'143.00		10'000.00	
*Avoir/dettes envers le secteur comptable 1		6'144.63		245'586.43
Différences sur compte courant	20'587.80		19'469.65	
Compte courant Centrale de compensation		28'507'400.54		28'306'968.42
Paiements en retour		26'811.40		17'492.20
Indemnités en réparation du dommage		1'385'939.35		1'116'036.00
Paiements non imputables		15'638.15		38'118.95
	48'039'065.40	48'039'065.40	47'251'686.89	47'251'686.89

- * Secteur comptable 1 : Finances
 Secteur comptable 2 : AVS/AI/APG/AFA/AC (Comptes de fonds)
 Secteur comptable 3 : Organes d'exécution AI
 Secteur comptable 4 : Prestations complémentaires (PC)
 Secteur comptable 5 : Caisse d'allocations familiales (ALFA)
 Secteur comptable 9 : Compte d'administration



Caisse de compensation - Compte d'administration générale caisse de compensation

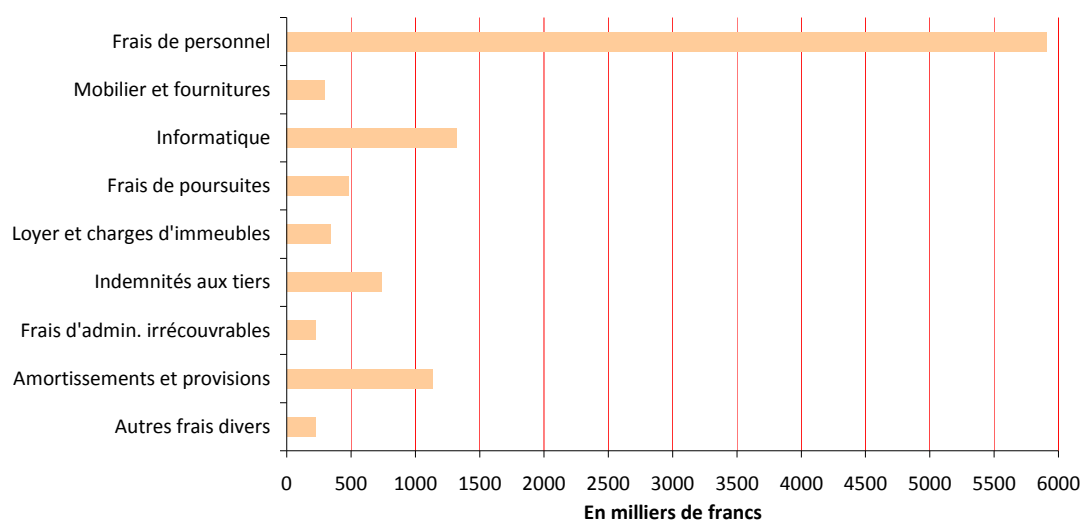
	2008		2009	
	Débit	Crédit	Débit	Crédit
Frais de personnel	4'910'769.02		5'645'731.65	
Fournitures et mobilier de bureau	161'282.45		294'296.95	
Informatique	955'301.21		1'325'395.10	
Autres frais divers	180'157.35		213'901.60	
Frais de poursuites	414'484.20		482'490.00	
Loyer + charges d'immeuble	351'474.25		346'837.55	
Indemnités aux agences	300'000.00		300'000.00	
Indemnités aux administrations fiscales	137'792.00		267'408.00	
Cotisations retraites anticipées Etat	0.00		261'098.20	
Frais organe de révision externe	136'464.00		169'874.00	
Frais d'administration irrécouvrables	214'286.92		223'052.40	
Amortissements d'équipements	34'487.55		34'244.60	
Frais sur comptes courants	5'981.95		11'178.95	
Provisions moins-value sur titres	430'000.00		0.00	
Provisions investissements techniques	1'000'000.00		1'100'000.00	
Contributions aux frais d'administration		4'727'813.15		4'721'084.32
Autres contributions		104'245.73		122'290.31
Produits sur comptes courants et titres		231'268.51		131'293.00
Plus-value/moins-value comptable sur titres	384'222.44			408'489.66
Emoluments		386'547.25		474'105.15
Indemnités autres tâches		181'729.00		181'989.00
Indemnités frais d'administration ALFA		1'156'317.21		1'443'661.45
Travaux pour tiers		63'171.20		72'277.45
Indemnités frais d'administration AVS/AFA/AC/AI		559'691.70		592'078.30
Indemnités frais d'administration PC		1'496'178.20		1'763'594.02
Autres produits divers		64'873.00		6'943.10
Frais de poursuites récupérés		413'554.55		480'248.16
Dissolutions de provisions		381'553.44		500'000.00
Excédent de produits	150'239.60		222'544.92	
	9'766'942.94	9'766'942.94	10'898'053.92	10'898'053.92

Caisse de compensation - Bilan comptable

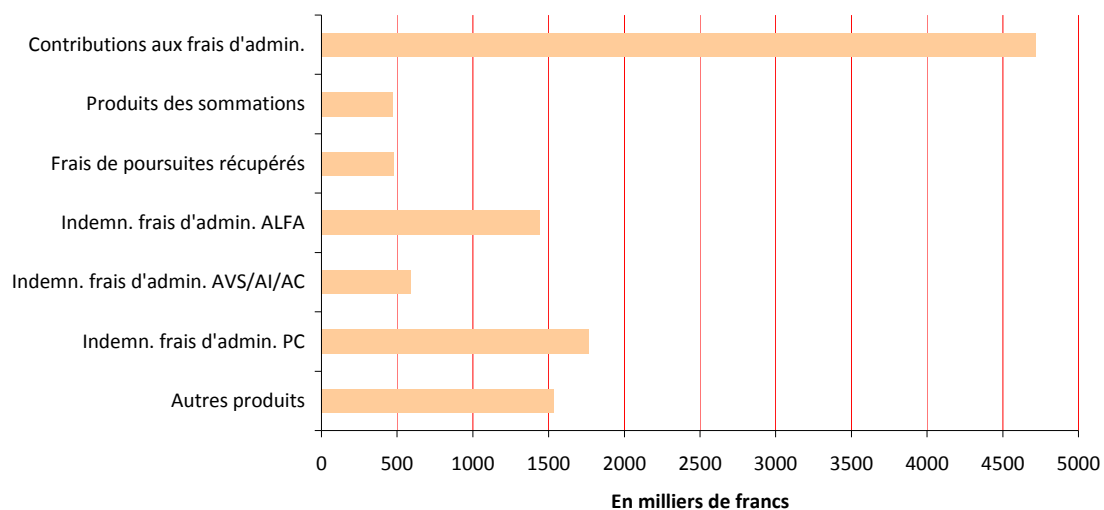
	2008		2009	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Débiteurs	1'526'992.63		1'652'454.29	
Placements	3'750'439.81		4'906'054.45	
Mobilier, machines	48'684.25		50'634.00	
Actifs transitoires	56'890.16		145'240.21	
Créanciers		970'783.55		58'187.75
Avoir envers le secteur comptable 1	2'654'216.52		1'019'027.19	
Provisions pour frais d'administration ordinaires		655'000.00		448'000.00
Provisions pour investissements techniques		2'000'714.35		2'600'714.35
Provisions moins-value sur titres		572'717.91		572'717.91
Passifs transitoires		55'762.55		89'000.20
Réserves générales		3'632'005.41		3'782'245.01
Bénéfice		150'239.60		222'544.92
	8'037'223.37	8'037'223.37	7'773'410.14	7'773'410.14



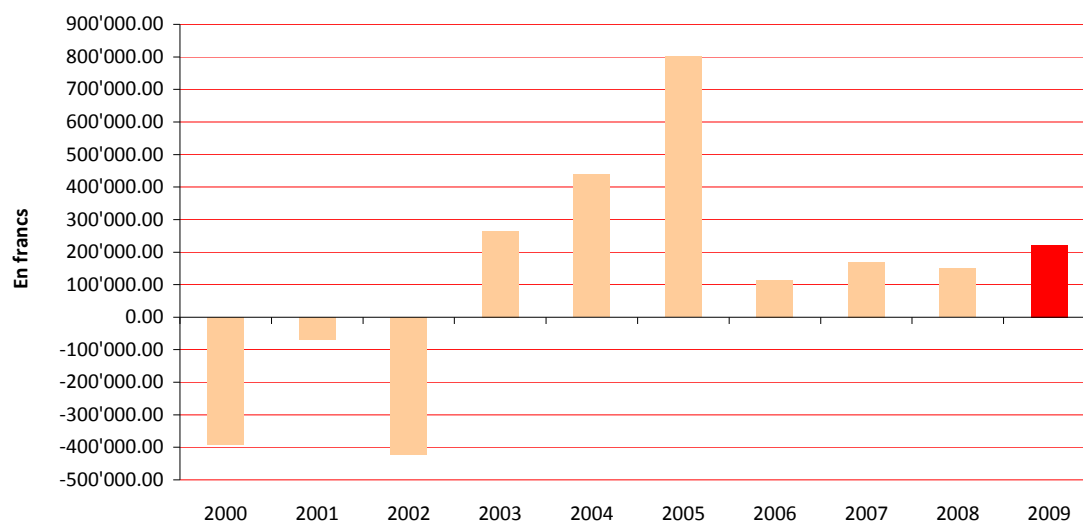
Répartition des charges 2009 par genre



Répartition des produits 2009 par genre



Evolution de la perte/du bénéfice





Prestations complémentaires (PC) - Compte de fonds

	2008		2009	
	Débit	Crédit	Débit	Crédit
Prestations complémentaires AVS	74'761'686.00		78'870'369.00	
Frais médicaux AVS	6'477'214.00		7'510'861.00	
Amortissements de prest. complém. AVS à restituer	56'248.70		23'348.75	
Remises de prest. complém. AVS à restituer	50'336.00		20'810.00	
Prestations complémentaires AVS à restituer		747'499.10		843'106.70
Prestations complémentaires AI	38'682'720.00		40'841'569.00	
Frais médicaux AI	3'187'865.00		3'653'298.00	
Amortissements de prest. complém. AI à restituer	98'301.80		205'147.80	
Remises de prest. complém. AI à restituer	66'836.95		138'974.00	
Prestations complémentaires AI à restituer		1'243'317.85		1'303'643.75
Recouvrement de prest. complém. AI amorties		0.00		515.00
Subvention de la Confédération		29'427'143.00		34'239'154.00
Subvention du Canton de Neuchâtel		91'963'248.50		94'877'958.10
	123'381'208.45	123'381'208.45	131'264'377.55	131'264'377.55

Prestations complémentaires (PC) - Compte d'administration

	2008		2009	
	Débit	Crédit	Débit	Crédit
Frais de personnel	995'411.59		1'157'123.34	
Fournitures et mobilier de bureau	23'363.56		48'600.82	
Informatique	158'723.94		250'395.74	
Autres frais divers	59'696.55		75'200.76	
Loyer + charges d'immeuble	64'401.38		66'226.58	
Indemnités dues à des tiers	186'733.23		161'108.68	
Amortissements d'équipements	7'847.95		4'938.10	
A la charge de la Confédération		1'034'895.00		1'533'045.00
A la charge du Canton de Neuchâtel		461'283.20		230'549.02
	1'496'178.20	1'496'178.20	1'763'594.02	1'763'594.02

Prestations complémentaires (PC) - Bilan comptable

	2008		2009	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Prestations à restituer	1'148'399.30		856'474.05	
Paiements en retour		2'933.00		4'892.00
Compte courant CCNC		12'313'430.30		14'109'893.88
Avoir envers le secteur comptable 1	11'167'964.00		13'258'311.83	
	12'316'363.30	12'316'363.30	14'114'785.88	14'114'785.88



DES 2009, LES ALLOCATIONS FAMILIALES SONT HARMONISEES SUR LE PLAN FEDERAL AVEC DES MONTANTS MINIMUMS.

LE FONDS POUR LA FORMATION ET LE PERFECTIONNEMENT PROFESSIONNELS PERMET DE SOUTENIR LES ENTREPRISES DANS LA FORMATION DE LEURS COLLABORATEURS.

Statut

La Caisse cantonale neuchâteloise de compensation AVS/AI/APG est chargée de l'administration de la Caisse d'allocations familiales au sens des dispositions de l'art. 2 du règlement de la Caisse cantonale de compensation pour allocations familiales du 28 septembre 2009. Cette dernière a son siège au Faubourg de l'Hôpital 28 à Neuchâtel et vous présente, conformément aux dispositions de l'art. 12 du même règlement, son rapport annuel d'activités de l'exercice 2009.

Elle est placée sous la surveillance et le contrôle du Conseil d'Etat.

Le rapport d'activité de la commission de surveillance se trouve en page 4 du présent rapport.

Tâches

La Caisse cantonale neuchâteloise de compensation pour allocations familiales (ALFA) est chargée de l'application de la loi fédérale sur les allocations familiales (LAFam) et des dispositions cantonales y relatives, soit la loi d'introduction du 3 septembre 2008 de la loi fédérale sur les allocations familiales (LILAFam). En outre, elle perçoit les contributions du Fonds pour la formation et le perfectionnement professionnels (FFPP).

L'organe de révision est la fiduciaire PricewaterhouseCoopers SA, Place Pury 13, case postale 2836, 2001 Neuchâtel.

Immeubles

C'est la Régie Immobilière Offidus SA à Cortaillod qui a le mandat d'administrer l'ensemble des immeubles et appartements dont notre caisse est propriétaire, à savoir :

- immeubles locatifs à Cortaillod, rue des Pièces-Chaperon 3 et 5
- siège de la caisse à Neuchâtel, Faubourg de l'Hôpital 28 et 30 et appartements.

Quelques travaux d'entretien courant (réfection et rénovation) ont dû être entrepris dans les immeubles locatifs de Cortaillod ainsi qu'un changement de la chaudière.

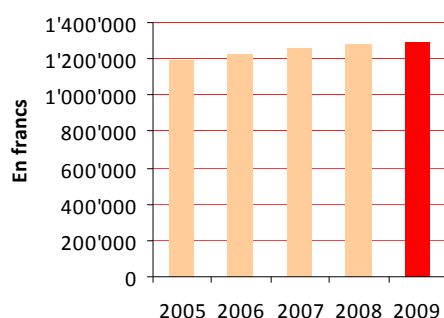
Fonds pour la formation et le perfectionnement professionnels (FFPP)

Le 13 octobre 1999, entré en vigueur la Loi sur le Fonds pour la formation et le perfectionnement professionnels. Cette loi associe les caisses d'allocations familiales au fonctionnement du FFPP dans la mesure où elles sont désignées en qualité d'organe de perception des contributions y relatives (art. 7).

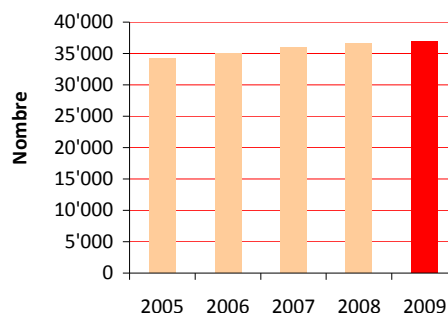
Par arrêté du 9 janvier 2008, le Conseil d'Etat a confirmé la contribution de fr. 35.- au FFPP. Ce montant est à la charge intégrale des employeurs et il est facturé pour chaque salarié occupé dans le courant du mois de décembre de chaque année.

Le premier graphe ci-dessous illustre l'évolution des recettes encaissées par la CCNC en faveur du FFPP. Le second indique la variation du nombre d'employés occupés durant les mois de décembre de l'année civile précédente.

Evolution des montants encaissés



Evolution du nombre d'employés





**8'279 MENAGES
BENEFICIENT DES
ALLOCATIONS FAMILIALES
DE LA CAISSE PUBLIQUE.
86% D'ENTRE EUX SONT
DES MENAGES AVEC UN OU
DEUX ENFANTS.**

Fichier central des affiliés (allocations familiales)

Affiliés à la caisse (allocations familiales)	Etat 01.01.09	+	-	Etat 31.12.09
Indépendants sans salarié (agriculture)	648	0	6	642
Indépendants avec salariés (agriculture)	506	0	8	498
Employeurs uniquement (agriculture)	117	1	1	117
Indépendants avec salariés	1'844	69	92	1'821
Employeurs uniquement	3'848	349	167	4'030
Economie domestique	2'970	449	49	3'370
Cotis. allocations familiales uniquement	253	25	10	268
	10'186	893	333	10'746

Les différences entre les états au 31.12.2008 (mentionnés sur le rapport de l'exercice précédent) et l'état au 01.01.2009 correspondent aux affiliations ou aux radiations rétroactives.

Cotisations

Le taux des contributions est fixé à 2,2% du salaire déterminant pour l'AVS/AI/APG. Le produit des cotisations durant l'exercice 2009 s'est monté à Fr. 47'136'890.30.-.

Contrôles d'employeurs

Durant l'exercice 2009, le secteur de révision de notre institution a procédé à 205 contrôles dans le domaine des allocations familiales au siège des affiliés. Des rectificatifs ont dû être établis dans 54 cas (soit le 26.34%) pour les montants suivants :

	Salaires Fr.	Contributions Fr.
Non déclarés	2'115'223.00	42'239.20
Déclarés à tort	364'458.00	7'273.10

Allocations familiales

Le régime cantonal des allocations familiales a subi une modification pour le premier et le troisième enfant au cours de l'année 2009. Le tableau suivant donne les montants minima fixés par la Confédération et les montants versés dans notre canton:

Montants des allocations familiales	Montants Fr.
Premier enfant	Minimum fédéral: Fr. 200.00 200.00
Deuxième enfant	Minimum fédéral: Fr. 200.00 200.00
Troisième enfant et les suivants	Minimum fédéral: Fr. 200.00 250.00
Complément pour la formation professionnelle	Minimum fédéral: Fr. 50.00 80.00
Allocation de naissance	1'200.00

La situation du nombre des bénéficiaires est décrite comme suit :

Allocations familiales	2008	2009	+/- (%)
Ménages avec 1 enfant	3'342	3'505	4.88
Ménages avec 2 enfants	3'551	3'622	2.00
Ménages avec 3 enfants	1'046	939	-10.23
Ménages avec 4 enfants	192	182	-5.21
Ménages avec 5 enfants	22	24	9.09
Ménages avec 6 enfants	6	6	0.00
Ménages avec 7 enfants	4	1	-75.00
	8'163	8'279	1.42
Allocations professionnelles			
Compléments allocations professionnelles	3'834	3'822	-0.31
Allocations de naissance			
Allocations de naissance aux salariés	626	564	-9.90
Allocations de naissance aux chômeurs	23	25	8.70
	649	589	-9.24



Suite à l'entrée en vigueur au 1^{er} juin 2002 des Accords bilatéraux, et plus particulièrement de la libre circulation des personnes, notre Caisse est entrée en matière pour des cas de versements différentiels d'allocations. En 2006, pour la période du 1^{er} janvier 2005 au 31 décembre 2005, le montant total versé à ce titre s'est élevé à Fr. 268'821.05. En 2007, pour la période du 1^{er} janvier 2006 au 31 décembre 2006, le montant total versé à ce titre s'est élevé à Fr. 306'553.90. En 2008, pour la période du 1^{er} janvier 2007 au 31 décembre 2007, le montant total versé à ce titre s'est élevé à Fr. 307'177.15. En 2009, pour la période du 1^{er} janvier 2008 au 31 décembre 2008, le montant total versé à ce titre s'est élevé à Fr. 365'644.35.

Notre Caisse a enregistré 2 recours durant l'exercice 2009. Il y a eu 1 ordonnance de classement rendue, pas de recours rejeté et 1 recours est encore en suspens.

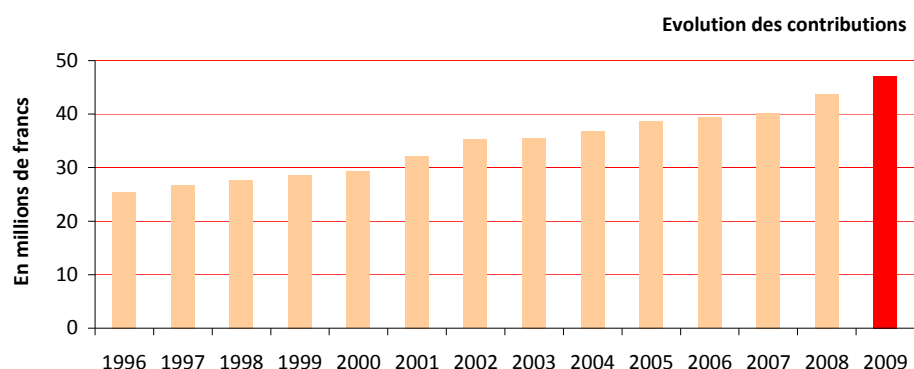
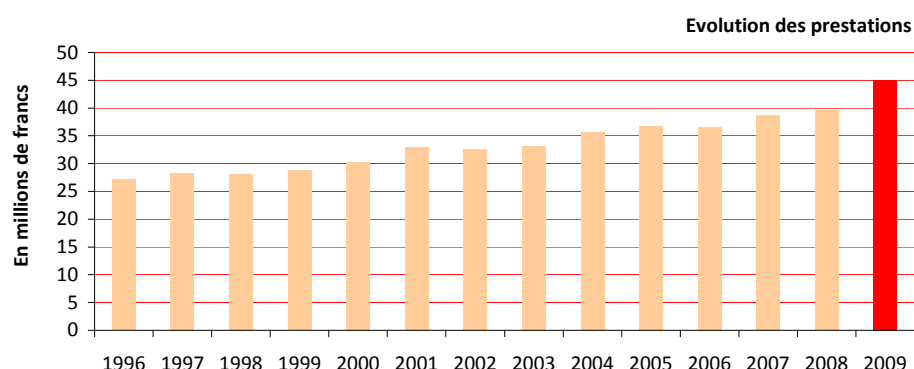
L'évolution des prestations et des contributions depuis 1995 pour les allocations familiales se présente comme suit :

Années	Nbre de salariés	Nbre d'enfants	Prestations (en mio de francs)	Contributions (en mio de francs)
*1995	6'844	12'315	22.837	22.309
1996	7'195	13'082	27.136	25.447
1997	7'302	13'199	28.326	26.748
1998	7'646	13'811	28.093	27.665
1999	7'743	14'155	28.730	28.609
2000	7'640	13'981	30.325	29.336
2001	7'665	14'045	32.966	32.192
2002	7'566	13'752	32.678	35.244
2003	7'814	14'152	**33.191	35.543
2004	8'179	14'820	**35.694	36.860
2005	8'271	15'022	**36.737	38.675
2006	8'241	14'809	**36.610	39.395
2007	8'310	14'941	**38.710	40.175
2008	8'163	14'524	**39.571	43.773
2009	8'279	14'457	**45.074	47.136

* Exercice sur 11 mois

** Y compris allocations différentielles

LES DEPENSES EN PRESTATIONS ONT PASSABLEMENT AUGMENTÉ SUITE À L'INTRODUCTION DE LA NOUVELLE LOI FÉDÉRALE SUR LES ALLOCATIONS FAMILIALES.





Allocations familiales (ALFA) - Compte de fonds

	2008		2009	
	Débit	Crédit	Débit	Crédit
Prestations allocations familiales (y c. alloc. naissance)	39'265'699.60		44'350'243.95	
Prestations allocations familiales différentielles	307'177.15		365'644.35	
Prestations allocations familiales "petits paysans"	314'484.40		45'031.35	
Prestations allocations familiales non-actifs	0.00		352'847.40	
Prestations allocations de maternité	2'121.00		0.00	
Amortissements de cotisations et de prest. à restituer	120'339.45		93'899.95	
Remises de prestations à restituer	1'101.80		19'042.90	
Cotisations allocations familiales		43'773'794.80		47'136'890.30
Cotisations allocations familiales "petits paysans"		1'651'037.80		264'924.30
Indemnités en réparation du dommage		11'841.15		21'869.40
Prestations à restituer		46'917.75		21'680.45
Contribution cantonale aux alloc. familiales non-actifs		0.00		352'847.40
Contribution cantonale aux alloc. fédérales (AFA)	339'086.00		235'685.00	
Excédent de recettes	5'133'582.30		2'335'816.95	
	45'483'591.70	45'483'591.50	47'798'211.85	47'798'211.85

Allocations familiales (ALFA) - Compte d'administration

	2008		2009	
	Débit	Crédit	Débit	Crédit
Frais de personnel	840'493.58		1'043'083.89	
Fournitures et mobilier de bureau	31'420.82		60'479.05	
Informatique	152'565.34		218'857.64	
Autres frais divers	35'035.45		43'551.25	
Loyer + charges d'immeuble	58'200.18		59'255.37	
Indemnités dues à des tiers	34'369.59		13'557.60	
Amortissements d'équipements	4'232.25		4'876.65	
Refacturation frais d'administration alloc. non-actifs		0.00		135'300.00
Produits immeuble Hôpital 28, Neuchâtel		199'800.00		199'800.00
Produits immeuble Hôpital 30, Neuchâtel		117'720.00		117'720.00
Produits immeubles Pièces-Chaperons 3-5, Cortaillod		290'048.00		288'822.05
Produits placements des capitaux		326'929.83		617'082.83
Dissolution des provisions		237'000.00		0.00
Charges immeuble Hôpital 28, Neuchâtel	32'339.75		47'946.45	
Charges immeuble Hôpital 30, Neuchâtel	9'851.30		7'656.70	
Charges immeubles Pièces-Chaperons 3-5, Cortaillod	68'990.25		85'652.25	
Amortissements immeuble Hôpital 28, Neuchâtel	33'074.00		33'074.00	
Amortissements immeuble Hôpital 30, Neuchâtel	21'600.00		21'600.00	
Amort. immeubles Pièces-Chaperons 3-5, Cortaillod	100'000.00		100'000.00	
Provisions moins-value sur titres	1'300'000.00		0.00	
Moins-value sur titres	937'718.77		56'469.16	
Frais de gestion + droit de garde	26'977.05		38'536.35	
A la charge du fonds allocations familiales		2'515'370.50		475'871.48
	3'686'868.33	3'686'868.33	1'834'596.36	1'834'596.36



Allocations familiales (ALFA) - Bilan comptable

	2008		2009	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Compte de chèques postaux	173'924.27		543'898.56	
Comptes bancaires	83'913.95		236'516.35	
Impôts anticipés	15'718.45		45'559.30	
Débiteur Offidus SA	33'892.50		33'674.80	
Débiteur allocations familiales non-actifs	0.00		122'948.20	
Actifs transitoires	114'068.03		90'455.72	
Affiliés	1'790'419.95		1'676'485.95	
Prestations à restituer	34'247.60		32'984.35	
Titres	7'646'692.68		9'136'934.27	
Compte à terme fixe	2'000'000.00		3'080'000.00	
Immeuble Hôpital 28, Neuchâtel	2'363'656.40		2'330'582.40	
Immeuble Hôpital 30, Neuchâtel	1'809'200.00		1'787'600.00	
Immeubles Pièces-Chaperons 3-5, Cortaillod	4'277'000.00		4'177'000.00	
Avoir envers le secteur comptable 1	3'065'300.19		1'960'240.79	
Compte courant Etat de Neuchâtel		10'778.00		24'004.90
Créanciers FFPP		21'204.20		22'564.45
Provisions moins-value sur titres		1'300'000.00		1'300'000.00
Passifs transitoires		31'750.55		674.60
Paiements en retour		0.00		3'390.00
Fonds de réserves		19'426'089.47		22'044'301.27
Bénéfice		2'618'211.80		1'859'945.47
	23'408'034.02	23'408'034.02	25'254'880.69	25'254'880.69

Le fonds de réserves au 1^{er} janvier 2010 se monte à Fr. 23'904'246.74.



adresse
fbg de l'hôpital 28
case postale 2116
2001 neuchâtel

téléphone
032 889 65 01
e-mail
ccnc@ne.ch

fax
032 889 65 02
web
www.caisseavsne.ch